

Les politiques s'accusent de fake news : attention, danger

C'est tendance en politique : accuser l'adversaire de fake news et dérouler son propre « fact-checking » (sa propre vérification des faits). Pourquoi cette mode, et est-elle sans danger ? Réponses avec des spécialistes de la communication politique.

MARTINE DUBUISSON

Le copyright ne revient pas à Donald Trump, mais c'est bien lui qui a popularisé, mondialisé même le concept : les fake news. Dès sa campagne présidentielle de 2016, le futur président des Etats-Unis l'utilise à tort et à travers, et en fait depuis lors une véritable arme de contestation massive contre toute personne qui le critique ou ne le suit pas.

Au départ, une fake news est une information volontairement fausse diffu-

En 2020, le gouvernement De Croo a mis à son programme le renforcement de « la lutte contre la désinformation et la propagation des fake news ».

© PHOTO NEWS.

sée essentiellement sur internet. Mais désormais, l'accusation est utilisée contre toute information comportant une erreur, voire ne convenant pas à celui qui la professe. Et ces derniers temps, en Belgique, les politiques ne se privent pas d'intenter des procès en fake news à leurs adversaires, se traitant respectivement de « menteur », comme lors du récent duel télévisé entre le président du MR et son homologue du PTB sur RTL.

Et après avoir lancé l'anathème, les partis enchaînent de plus en plus régulièrement avec un *fact-checking* (une vérification des faits) censé corroborer leurs dires et décrédibiliser ceux de leurs opposants. Que ce soit sur leur site (comme le PTB l'a fait dans la foulée du débat précité : « *Factcheck* : cinq déclarations de Georges-Louis Bouchez réfutées par des faits »), sur les réseaux sociaux (avec les « stop aux fake news » sur différents thèmes du MR par exemple) ou sous forme de publicités dans les médias traditionnels (comme l'a fait le parti libéral ce week-end en prélude à la manifestation nationale de ce 14 oc-

tobre, sur le thème « mensonges » – de l'opposition rouge – et « vérité » – bleue).

Notons tout d'abord que ces pratiques ne sont pas complètement neuves chez nous. Charles Michel, lorsqu'il occupait le 16, ne se privait pas de dénoncer les fake news des syndicats ou de l'opposition. Et en octobre 2018, il annonçait la création d'un fonds destiné à soutenir le *fact-checking* pour lutter contre les fake news », doté d'un budget de 1,5 million d'euros... qui n'a finalement jamais vu le jour. En 2020, le gouvernement De Croo a mis à son programme le renforcement de « la lutte contre la désinformation et la propagation des fake news », qui sont une réelle menace pour la démocratie ». Et l'Arizona entend aussi accorder « une attention particulière à la lutte contre la désinformation et les fake news », qui « peuvent entraîner une polarisation et des troubles dans la société ».

« Tout devient potentiellement fake news »

On le voit : les politiques s'emparent de plus en plus de ce vocabulaire. Attention, danger ? Oui, répondent plusieurs professeurs de communication politique. « Il y a un effet d'aubaine mal inspiré de s'approprier un vocabulaire dans l'air du temps », estime ainsi François Heinderyckx (ULB). Pour deux raisons. Une : « Utiliser ce vocabulaire, c'est prendre le risque de se situer dans une démarche de la brutalité verbale et politique d'un Trump et de la mouvance autoritaire qui se répand à travers l'Europe et le monde, sauf si c'est le but bien sûr. » Deux : « Il y a une confusion dans l'usage de cette terminologie : on écrase les nuances entre des registres ; dans « fake news », on met mensonge, erreur, imprécision, calomnie... or ce n'est pas la même chose. Même chose pour le *fact-checking* : c'est une sorte de totem pour valider ce que j'ai dit. Or, si ce sont les parties prenantes au débat qui font cette vérification, ce n'est pas très crédible. Il y a donc une simplification et un brouillard qu'on répand sur le débat politique dont on n'a vraiment pas besoin aujourd'hui. Ce dont on a besoin, c'est de courtoisie, de nuance, de civilité. »

Sa collègue de l'UCLouvain, Sandrine Roginsky embraie : « Le fait de reprendre ce que les opposants disent et de montrer que ce sont des mensonges est une pratique ancienne, mais qui prend une nouvelle tournure à l'aune du numérique, en raison des espaces de communication qui sont sans fin maintenant. Le danger le plus grand, c'est

qu'au final, tout devient potentiellement fake news car il y a des interprétations des faits. Friedrich Nietzsche disait : « Il n'y a pas de faits, seulement des interprétations. » On ne sait plus ce qui est observation des faits et interprétation. Les citoyens auront donc de moins en moins confiance dans les politiques, les médias, les universités. Si tout est potentiellement fake news, il n'y a plus d'espace où se mettre d'accord. Regardez aux Etats-Unis : il n'y a plus de consensus minimum commun, on voit bien à quel point cela rend une démocratie fragile. »

« Cela ne peut pas bien finir »

Pourquoi donc les partis recourent-ils alors à ces procédés ? « L'idée aujourd'hui », répond Nicolas Baygert (Ihecs et ULB), « c'est de gagner la bataille de l'interprétation. Bon nombre de personnalités politiques et partis se sont émancipés de la presse et estiment qu'imposer un angle sur l'actualité leur revient. Un travail de *fact-checking* s'organise dans la communication des partis, alors qu'autrefois cela revenait surtout aux professionnels des médias. Chaque parti peut produire sa propre « vérité » scientifique et dénoncer celle des autres comme fallacieuse. Et la plupart des formations politiques ont trouvé des relais académiques pour nourrir les travaux de leur think tank, développer des arguments d'autorité scientifique ou pseudoscientifique censés corroborer leurs affirmations. » C'est alors, dit Nicolas Baygert rejoignant là Sandrine Roginsky, « la fin du débat : on propose au lecteur de faire son marché dans ces différentes interprétations ». Avec ce danger, y revient aussi : « Une désensibilisation aux faits, un soupçon permanent sur la vérité scientifique. C'est un climat post-vérité, qui jette un voile de méfiance presque totale sur l'ensemble des données communiquées, y compris par des acteurs neutres ou ayant une prétention à l'objectivité. »

« On va donc dans le sens d'une simplification et d'une perte de nuance », conclut François Heinderyckx. « Il n'y a que du blanc et du noir, du bon et du mauvais. On bascule dans ce mode de radicalisation de la rhétorique politique qui fait que la violence verbale se développe par effet miroir. Et si ceux qui le font sont bien dans les sondages, cela encourage la tendance. » Voilà pourquoi il avertit, craint plutôt : « Cela ne peut pas bien finir en termes de fonctionnement démocratique si celui qui crie le plus fort gagne. Ce vocabulaire ne me dit donc rien qui vaille. »



« Le Soir » vous donne la parole

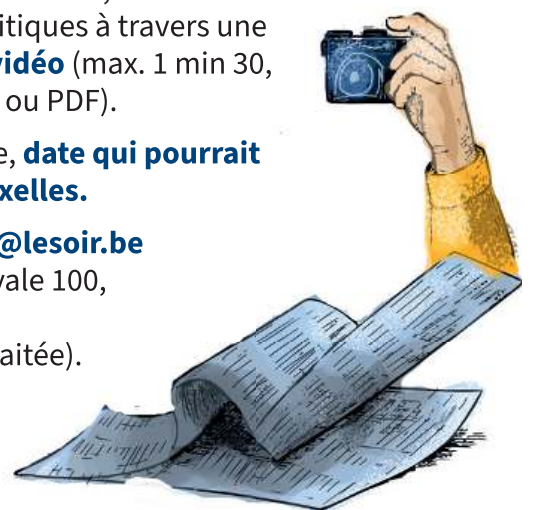
Alors que la crise politique persiste en Région bruxelloise, nous vous invitons à interpeller une ou plusieurs figures politiques à travers une **lettre** (une page, soit environ 2.500 signes), une **vidéo** (max. 1 min 30, format vertical et mp4) ou un **dessin** (format JPG ou PDF).

Vos productions seront publiées dès le 22 octobre, **date qui pourrait marquer le 500^e jour sans gouvernement à Bruxelles.**

Envoyez-nous votre contribution à temoignages@lesoir.be (ou par la poste pour les lettres à : Le Soir, rue Royale 100, 1000 Bruxelles), accompagnée des informations suivantes : prénom, localité, photo de vous (souhaitée).



Afin de vous guider, des exemples sont disponibles via ce QR code.



LE SOIR
Reprenons notre quotidien

20024355